

**DÉPARTEMENT d'INDRE ET
LOIRE
ARRONDISSEMENT DE
TOURS
CANTON D'AMBOISE

COMMUNE D'AMBOISE**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
17 JANVIER 2020
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
D'AMBOISE**

**Séance ordinaire du dix sept janvier deux mille vingt
(17 janvier 2020)**

Délibération n°20-02

**OBJET : OUVERTURE DES DONNÉES COMMUNALES ET CONVENTIONNEMENT AVEC LA RÉGION CENTRE VAL
DE LOIRE**

Membres présents : M. GUYON, Mme GAUDRON, Mme ALEXANDRE, M. GASIOROWSKI, Mme CHAUVELIN, Mme LATAPY, M. CADÉ, M. BERDON, Mme SANTACANA, M. DURAN, M. LEVRET, Mme LAUNAY, M. LEVEAU, Mme CHAMINADOUR, Mme GLEVER, M. PEGEOT, M. MICHEL, Mme VENHARD, M. VERNE, M. DEGENNE, M. DESHAYES, M. BOUTARD, Mme GUERLAIS, M. GALLAND, Mme MOUSSET, M. LEGENDRE, Mme BATAILLON, M. BOUCHEKIOUA.

Absents : M. GAUDION a donné pouvoir à M. BERDON, M. RAVIER a donné pouvoir à M. GUYON, Mme DE PRETTO a donné pouvoir à Mme ALEXANDRE, Mme LEBLOND a donné pouvoir à Mme GAUDRON, Mme COLLET.

Secrétaire de Séance : Monsieur Éric DEGENNE

Le Conseil Municipal de la Commune d'Amboise, dûment convoqué par le Maire, le 10 Janvier 2020, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Christian GUYON, Maire d'Amboise.

**OUVERTURE DES DONNÉES COMMUNALES ET CONVENTIONNEMENT AVEC LA
RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE**

Contexte national et local :

Le processus d'ouverture des données publiques engagé en France depuis le début des années 2010, s'est structuré et amplifié depuis la loi pour une République numérique promulguée le 7 octobre 2016. Le premier volet de cette loi vise à favoriser la « *circulation des données et du savoir* », à travers notamment l'ouverture des données publiques et d'intérêt général et la création d'un service public de la donnée.

Ainsi, toutes les collectivités locales de plus de 3500 habitants ou de plus de 50 agents doivent publier, en ligne et dans un standard ouvert, leurs principaux documents, leurs bases de données et les données qui présentent un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental, sous réserve d'anonymisation ou d'occultation des mentions touchant notamment à la vie privée, au secret des affaires et à la sécurité nationale.

En Centre-Val de Loire, plus de 200 collectivités sont concernées par la loi « Pour une République Numérique » (1 Région, 6 Départements, 80 EPCI et 119 communes). Sur le périmètre des seules communes, les données qui pourraient être ouvertes impactent les services publics adressés à près de 1,4 millions d'habitants de notre région.

La Ville d'Amboise s'engage dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement des services numériques.

Enjeux, objectifs et pertinence de l'ouverture des données :

La donnée est désormais un élément de valeur ajoutée et de richesse, autant par les volumes traités que par la diversité des données accessibles. La révolution des modes de communication et des échanges transactionnels confère à la donnée une position centrale.

Les traces laissées par les millions d'utilisateurs sur internet sont désormais captées et exploitées par des entreprises capables d'en tirer une information comportementale, commercialement utile.

L'open data ou ouverture des données publiques consiste, pour les administrations, en la mise à disposition de façon libre et gratuite de données brutes produites ou reçues dans le cadre d'une mission de service public pour permettre leur réutilisation et la production par exemple de nouveaux services aux usagers.

L'ouverture des données publiques s'applique à l'ensemble des domaines de compétences des collectivités. A l'exception des données à caractère personnel et de quelques données protégées, elle renvoie aux données disponibles dans les tableaux, logiciels métiers, notes et rapports, systèmes d'information géographique, etc. La maîtrise de la donnée et de son exploitation constitue un enjeu essentiel. Au-delà des obligations réglementaires, la libération des données contribue à un élan entrepreneurial en offrant des opportunités de création de nouveaux services et concourt à plus de transparence sur les politiques publiques.

Ainsi, trois objectifs sont poursuivis par le processus « open data » :

- Améliorer le fonctionnement démocratique, non seulement par la **transparence** mais aussi par la concertation et l'ouverture à de nouveaux points de vue : le citoyen attend des institutions modernes de la transparence et que des comptes lui soient rendus sur les missions de service public et les projets financés par l'impôt afin qu'un dialogue puisse être instauré. C'est également un moyen d'approfondir les relations avec une communauté locale de contributeurs (curieux, associations, citoyens) et de ré-utilisateurs (journalistes, entrepreneurs / start-ups du numérique...) ;
- Améliorer l'**efficacité** de l'action publique : l'ouverture des données est souvent l'occasion d'améliorer la qualité des données produites en interne, faisant des services et des élus les premiers bénéficiaires de cette démarche, en facilitant les échanges de données entre services et en mettant à disposition des indicateurs partagés de qualité d'aide à la décision ;
- Proposer de nouvelles ressources pour le développement et l'**innovation économique** et sociale : ouvrir et partager les données publiques, c'est organiser la mise en ligne de données essentielles, qui vont enrichir les analyses de nombreux décideurs, permettre de nombreuses économies de temps de travail ou permettre, dans de nombreux secteurs, des prises de décisions mieux informées. L'ouverture permet également, à travers les réutilisations des données, de produire de nouveaux services aux usagers et de favoriser la mise en valeur du territoire (applications mobiles, cartographies, etc.).

La démarche Open Data du Conseil Régional Centre-Val de Loire :

Outre la mise en œuvre de sa propre démarche d'Open Data, la Région souhaite accompagner les collectivités au déploiement de l'ouverture des données, en leur proposant notamment des espaces mutualisés de publication de leurs données publiques.

Les objectifs du Conseil Régional sont les suivants :

- Faciliter l'ouverture des données des collectivités concernées par la loi numérique en mettant à disposition des solutions qui permettent des économies d'échelle,
- Favoriser la généralisation de l'ouverture des données à l'échelle du territoire régional et permettre ainsi le développement d'usages au service des politiques publiques et des usagers,
- Améliorer le potentiel de réutilisation des données en diffusant des bonnes pratiques et en partageant des règles de publication harmonisées entre les différents échelons territoriaux.

Le Conseil régional a décidé de proposer des espaces de publication de données ouvertes pour les collectivités qui le souhaitent.

Depuis le 18 octobre 2018, le Conseil régional publie ses propres données sur le portail <https://data.centrevaleloire.fr>. On y trouve entre autres les jeux de données relatifs aux compétences régionales (tourisme, formation professionnelle, lycées, inventaire du patrimoine...) et ceux qui relèvent d'obligations réglementaires tels que les conventions de subventions et les marchés publics.

La solution technique choisie par le Conseil régional (OpenDataSoft) offre la possibilité à toutes les collectivités qui le souhaitent de publier directement leurs données sur le portail de la Région ou d'ouvrir un « sous domaine » du portail régional <https://data.centrevaleloire.fr> qui leur est réservé.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Ville d'Amboise a souhaité répondre positivement à cette proposition de la Région et en optant pour la création d'un « sous domaine » du portail régional, moyennant un coût d'adhésion de 1200 € HT par an.

La Ville d'Amboise s'engage à mettre à jour régulièrement les données sur la plateforme Open Data mise en œuvre par la Région.

Les données ouvertes seront mises à disposition du public sur la plateforme Open Data, dans le cadre d'une licence d'utilisation.

En conformité avec la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, toutes les données peuvent être mises à disposition, à l'exception des données sujettes à des limitations concernant la vie privée, la sécurité ou des privilèges d'accès. Les données doivent être structurées pour permettre les traitements automatisés, dans des formats lisibles et interprétables informatiquement et sur lesquels aucune entité ne dispose d'un contrôle exclusif.

Enfin, ces données doivent être non soumises au droit d'auteur, à brevet, droit des marques ou secret commercial.

Les utilisateurs de la plateforme mutualisée sont tenus de respecter les dispositions de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dont le non-respect est passible de sanctions pénales. Ils doivent notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives, de toute collecte et de toute utilisation détournée.

Il est proposé de mettre en ligne ces premières données : agenda événementiel ; listing des Bâtiments / équipements publics ; stationnements et parkings ; budgets ; subventions aux associations ; liste des associations ; photographies et cartes postales anciennes ; résultats des élections par bureau de vote ; transports (localisation des arrêts, horaires) ; délibérations ; marchés publics ; état civil (liste des prénoms).

Le Conseil Municipal, après délibération,

- Accepte ces propositions ,
- Et autorise le Maire d'Amboise à signer la convention jointe en annexe avec la Région Centre Val de Loire afin d'adhérer à leur plateforme Open Data proposée et de créer un sous domaine pour la Ville d'Amboise, moyennant un coût de 1200 € HT par an.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire

Christian GUYON